

AE

Acte d'engagement

P o u v o i r a d j u d i c a t e u r

C a i s s e d ' a l l o c a t i o n s f a m i l i a l e s d u V a l - d e - M a r n e

2 voie Félix Eboué, 94 000 Créteil

Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public

O b j e t d u m a r c h é

Prestations de service de prévention de la santé au travail et de mise à disposition de personnel infirmier pour les salariés de la caf du Val-de-Marne

Référence : n°25-04

Les grattages, effacements par produit chimique, collages de papillons sont interdits dans l'ensemble du présent document et de son annexe. Lorsqu'il y a lieu d'opérer une rectification dans le montant d'une somme ou dans le corps d'une phrase, la partie à corriger est biffée au moyen d'un trait et remplacée par l'énonciation exacte qui lui est substituée. La substitution en interligne ou par renvoi est approuvée et signée ou paraphée par le signataire du document. Les blancs sont à compléter sans altération, les parties non utilisées sont raturées par des traits obliques.

Article 1 – Objets et clauses principales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet les prestations de service de santé au travail et de mise à disposition de personnel infirmier pour la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne telles que décrites dans l'article 2 du ccatsp référencé CCATP 25-03.

1.2 Réglementation :

1.2.1 Type de marché

Le présent marché est un marché non-alloté de prestations de services conformément à l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Il est passé par l'organisme contractant, dans le cadre de la réglementation applicable par les organismes de sécurité sociale du régime général, selon l'article L. 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 pris pour son application ainsi que des dispositions du code de la commande publique, et par référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services (ccag-fcs) (Arrêté du 31 mars 2021 portant approbation - publié au journal officiel du 1^{er} avril 2021).

Ce marché, constituant un marché de prestations de services de prévention de la santé au travail est conclu avec un montant maximum de 200 000 € ht pour la durée totale du marché, soit 18 mois maximum.

Le titulaire du marché est soumis, en permanence, à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations.

1.2.2. Procédure applicable

La présente consultation étant intégrée dans l'article r. 2123-1 du code de la commande publique, elle peut donc être passée selon la procédure adaptée définie à l'article L. 2123-1 du même code.

En l'occurrence et conformément au renvoi de l'article r. 2123-1 3° du code de la commande publique à la liste publiée au Journal officiel de la république française (jorf n° 0077 du 31 mars 2019), les prestations sont bien incluses aux services sociaux et autres services spécifiques, qu'il s'agisse de service de santé au travail ou de mise de mise à disposition de personnel infirmier et médical.

Les prestations objets du marché relèvent ainsi des classifications cpv suivantes :

- Classification principale : cpv 79624000-4 et 79625000-1 : mise à disposition de personnel infirmier et médical
- Classification secondaire : cpv 85147000-1 : services de médecine du travail.

La présente procédure fait l'objet d'un avis public à la concurrence publié au bulletin officiel des annonces des marchés publics (boamp), ainsi qu'au journal officiel de l'union

européenne (joue), par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation achatpublic.com.

1.3 Pièces constitutives

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles énumérées infra et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération

Les originaux de l'ensemble des documents qui seuls font foi sont ceux conservés par l'organisme.

Par dérogation à l'article 4.1 du ccag-fcs, les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

1.3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement du titulaire du marché et le bordereau de prix intégré à cet acte d'engagement,
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (ccatp, référencé pa n° 22-03) dont seul l'exemplaire conservé par l'organisme contractant fera foi,
- L'offre technique du titulaire à l'appui de son offre.

1.3.2. Pièces Générales

- Le code du travail et ses dispositions en lien avec l'exécution des prestations,
- La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,
- Les décrets n°2016-1908 du 27 décembre 2016, relatif à la modernisation de la médecine du travail,
- La loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail,
- Le décret 2022-372 du 16 mars 2022 pris en application de la Loi santé au travail,
- Le décret 2022-373 du 16 mars 2022 relatif au rendez-vous de liaison,
- Le code de la commande publique en vigueur,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés passés par les organismes de sécurité sociale,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (ccag-fcs.) (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation - publié au journal officiel du 1^{er} avril 2021).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus. Les dispositions des pièces susmentionnées prévalent également sur toutes celles qui figureraient sur d'éventuels documents de réponse, d'éventuels échanges et autres pièces émises par le titulaire. Il est à ce titre spécifié que toutes les clauses formulées dans de quelconques conditions générales de vente du titulaire, qui s'avéreraient contraires aux dispositions du marché, ne pourraient être opposables à l'organisme.

D'une manière générale, le titulaire ne pourrait se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énoncés ci-dessus mais également des lois, règlements, arrêtés, circulaires, textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et toute réglementation affectant ses prestations et son activité dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues. Les documents généraux s'entendent selon leur dernière édition en vigueur.

1.4 Durée :

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée de 18 mois.

Le marché ne pourra pas être reconduit.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 9 du cahier des clauses administratives et techniques particulières (ccatp. référencé pa n° 25-04).

1.5 Renseignements relatifs à l'organisme contractant

1.5.1 Personne signataire habilitée par le pouvoir adjudicateur

Le directeur de la caf du Val-de-Marne, monsieur Robert Ligier, est la personne signataire du marché.

1.5.2 Comptable assignataire du pouvoir adjudicateur

Le directeur comptable et financier de la caf du Val-de-Marne, monsieur Jean-François hut, est le comptable assignataire des paiements.

Article 2 – engagement du candidat

2.1. Désignation du candidat

Je soussigné,

(à compléter)

Nom, prénom et qualité du signataire :

(à compléter)

Adresse professionnelle et téléphone :

☐ agissant pour mon propre compte

OU (à indiquer) :

☐ agissant pour le compte de la société :

(Cas échéant indiquer le nom et l'adresse de cette dernière :

☐ agissant en tant que mandataire :

☐ du groupement solidaire ☐ du groupement conjoint

Pour l'ensemble des entrepreneurs groupés.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des dispositions contenues dans les documents de la consultation, documents contractuels tels que hiérarchisés au sein du ccapt, ses annexes et tous les documents, renvois et références qui y sont mentionnés,

Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire sur la base de mon offre ou de l'offre du groupement (*rayez les mentions inutiles*) sans réserve et, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations et à livrer les produits demandés aux conditions et prix figurant à l'annexe financière du présent acte d'engagement (jointe à la fin dudit document).

2.2. Durée de validité de l'offre

Le délai de validité des offres est de **180 jours**, ce dernier court à compter de la date fixée pour la réception des offres (tel qu'indiqué dans l'appel public à concurrence, ainsi qu'au règlement de consultation).

Article 3 – normes

Le titulaire atteste que les prestations, objets du marché, seront exécutées conformément aux normes homologuées et aux règlements français ou équivalents de l'union européenne reconnus, ainsi qu'aux agréments et spécifications techniques, applicables aux prestations objets du marché, et en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Le titulaire atteste que les fournitures et prestations réalisées au titre du marché sont conformes aux réglementations et normes listées dans le ccapt.

Article 4 – modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations, objets du marché, dans les conditions et les obligations fixées au cahier des clauses administratives et techniques particulières (référéncé ccatp n° 25-04).

Article 5 – Prix

5.1 - Définition des prix

Les prix du marché sont des prix forfaitaires pour la fourniture des prestations définies dans l'acte d'engagement du candidat. Le bordereau de prix est annexé à l'acte d'engagement, ci-après.

Ils couvrent toutes les charges du titulaire et comprennent notamment toutes les dépenses, tous les frais généraux, charges sociales ou fiscales et taxes diverses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

5.2 - Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé mois zéro et il s'agit du mois de septembre 2022.

5.3 - Ajustement des prix

La cotisation annuelle restera ferme et non révisable pour la 1^{ère} année d'exécution du marché. A compter de la seconde année, cette cotisation fera l'objet d'une révision applicable au 1^{er} janvier.

Le taux de tva est le taux en vigueur à la date de réalisation des prestations.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision calculé par la formule :

$$C = 0.12 + 0.88 (\text{fsd1m} / \text{fsd10})$$

fsd10 : Valeur de l'indice des frais de services divers du mois « mo » tel que ce mois est défini ci-dessus,

fsd1(m) : Valeur du dernier indice des frais et services divers publié à la date d'effet de la revalorisation, soit au 1^{er} janvier de l'année de la prise d'effet de la revalorisation.

Ces indices et index sont notamment publiés au bulletin mensuel de l'insee.

Le titulaire devra fournir toutes justifications utiles à l'appui de sa demande de révision des prix.

Il est précisé que le coefficient de révision devra être arrondi au millième supérieur.

5.4. Clause de sauvegarde

En cas de coefficient de revalorisation annuelle excédant 5 %, la caf du Val-de-Marne pourra se réserver la faculté de résilier le marché sans indemnité.

5.5. Le bordereau de prix (annexé directement à l'acte d'engagement

L'offre des candidats sera constituée par la grille de réponse figurant ci-après, qui doit être complétée dans sa totalité.

Il est rappelé que les coûts proposés recouvrent l'ensemble des prestations décrites dans le ccatp du présent marché.

Aucun complément apporté ne sera admis, à défaut, l'offre fera l'objet d'un rejet.

Décomposition globale des prix forfaitaires

Nature des prestations	Prix horaire ht pour la mise à disposition du personnel infirmier	Taux de tva	Coût hebdomadaire (euros) ttc
Mise à disposition d'un personnel infirmier sur site, pour une durée hebdomadaire de 28h.			

(*) Le prix horaire couvre l'ensemble des coûts liés à la mise à disposition du personnel infirmier, soit la totalité des prestations énumérées à l'article 2 du ccatp référencé pa 25-04

Autres éléments de prix () (droit d'entrée, redevances diverses, etc.) :**

.....

.....

.....

(**) Il est rappelé qu'il est possible pour le titulaire d'offrir les éléments de prix ci-dessus référencés, notamment les droits d'entrée.

Article 6 – Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations, qu'à condition d'avoir obtenu de l'organisme contractant l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de

ses conditions de paiement préalablement, selon les modalités indiquées à l'article 21 du ccatp 22-03.

En cas de recours à la sous-traitance, il est rappelé au candidat que ce dernier doit produire, obligatoirement, tous les éléments, justificatifs et certificats requis mentionnés à l'article 21 du ccatp.

Veuillez indiquer suivant le cas :

☐ je n'envisage pas de recourir à un ou à plusieurs sous-traitants pour l'exécution du marché,

☐ j'envisage de sous-traiter conformément aux annexes

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément aux annexes est de :

.....euros ht soit

.....euros ttc

Le tableau ci-après indique la nature et le montant que j'envisage, de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé préalablement leur acceptation et leur agrément au pouvoir adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) pourra (ont) présenter en nantissement.

Désignation du sous-traitant et adresse	Nature de la prestation sous-traitée	Montant de la prestation en euros ht	Montant de la prestation en euros ttc

Article 7 – paiement

Les modalités de règlement de l'accord-cadre sont spécifiées au ccatp.

L'organisme contractant se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du (ou des) compte(s) ci-après, selon les prestations réalisées (joindre un rib).

Titulaire du compte :	
Adresse :	
N° siret :	
Code iban :	
Code bic :	
Téléphone :	
Personne à contacter :	

(à compléter)

Le titulaire indique expressément s'il :

- ☐ Refuse l'avance.
- ☐ Accepte l'avance.

(Il est spécifié qu'en cas d'omission, il sera considéré par l'Organisme que le titulaire accepte l'avance, sauf décision contraire émise par une personne habilitée à engager le titulaire dans les 15 jours calendaires qui suivront la notification de l'accord-cadre).

Article 8 – coordonnées

Le candidat indique ci-après les coordonnées de la personne pouvant être contactée si des renseignements complémentaires s'avéraient nécessaires au stade de la passation :

Nom et prénom :	
Fonction :	
Adresse :	
N° de téléphone :	
Adresse électronique @ :	

Le candidat indique ci-après les coordonnées de la (des) personne(s) pouvant être contactée(s) dans le cadre de l'exécution des prestations (*dupliquer le tableau ci-dessous, par intervenant*):

Nom et prénom :	
Fonction :	
Adresse :	
N° de téléphone :	
Adresse électronique @ :	

Nom et prénom :	
Fonction :	
Adresse :	
N° de téléphone :	
Adresse électronique @ :	

(Tableau à dupliquer cas échéant)

Article 9 – signature de l'acte d'engagement par le candidat

L'offre est présentée sous la forme du présent acte d'engagement, renvoyant aux différentes pièces contractuelles du marché. Il est établi en un seul original, qui sera conservé par le pouvoir adjudicateur.

L'offre sera obligatoirement signée, à l'issue de la procédure, par le représentant du soumissionnaire ayant qualité pour agir au nom de ce dernier.

Il est enfin rappelé qu'une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché et qu'en cas de signature par le mandataire commun d'un groupement, le mandataire doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises groupées au stade de la passation du marché.

Fait en un seul original,

A Le

Signature et cachet du contractant unique
ou du mandataire commun ou de l'ensemble des
entreprises groupées

Le titulaire



Article 10 – signature de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement, en conformité avec la procédure de passation fixée par l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale

Fait à Créteil, le

Pour le pouvoir adjudicateur, caf du Val-d- Marne,

Robert Ligier

Directeur